

A nouveau 13 à table au 1^{er} janvier 2016 ! Pourquoi l'Indonésie (re)-rejoint l'OPEP ?

Tribune – 8 janvier 2016 – par Emmanuel Hache

Le 4 décembre 2015, dans le cadre de la 168^e réunion de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), les différents pays membres ont discuté des derniers développements observés sur les marchés pétroliers. Ils ont également étudié – et accepté – la demande de réintégration de l'Indonésie, pays membre de l'Organisation de 1962 à 2008 et désormais importateur de pétrole. Depuis le 1^{er} janvier 2016, l'OPEP compte, à nouveau, un 13^e partenaire^[1].

Membre de l'OPEP dès 1962, l'Indonésie a quitté l'Organisation en 2009, soit cinq ans après être devenue importatrice nette sur le marché. En 2014, elle a produit environ 0,85 million de barils de pétrole par jour (mbj) pour une consommation d'environ 1,6 mbj (BP Statistical Review, 2015). Dans ce contexte, quel peut être l'objectif de l'Indonésie à réintégrer un cartel dont le principal but est de favoriser les exportations de pétrole à un meilleur prix en exerçant, si possible, un pouvoir de marché ? A contrario, quelles peuvent être les motivations de l'OPEP à accepter le retour d'un pays désormais importateur, dont le principal objectif sera d'obtenir du pétrole à moindre coût ?

Quelles motivations pour le géant énergétique indonésien ?

Géant énergétique, le pays est le premier exportateur mondial sur le marché du charbon vapeur (il exporte près de 75 % de sa production). L'Asie représente ses principaux débouchés : Chine et Inde pour 50 % de sa production ; Japon, Corée du Sud et Taiwan pour environ 30 %. La production de charbon en Indonésie a quadruplé entre 2002 et 2012, un mouvement notamment porté par la politique du gouvernement indonésien qui en encourage la consommation, en raison notamment de son abondance et de son faible coût dans la production électrique relativement à celui des produits pétroliers utilisés (diesel, fuel).

L'Indonésie est également le 10^e producteur et le 8^e exportateur mondial sur le marché du gaz et le pays détient les deuxièmes réserves de gaz en Asie (après la Chine) et les 13^e au niveau mondial. Comme sur le marché du charbon, l'Indonésie trouve en Asie, avec le Japon et la Corée du Sud (70 % de ses exportations), ses principaux clients pour le GNL, dont elle est devenue le 4^e exportateur mondial en 2013. Toutefois, comme sur le marché du pétrole, sans investissements majeurs dans la production gazière, l'Indonésie devrait devenir importatrice nette de GNL avant 2020.

Le pays cherche, à l'heure actuelle, à substituer par les biocarburants ses importations de produits pétroliers (elle est le plus grand producteur de biodiesel en Asie) pour réduire sa dépendance énergétique.

En 2014, l'Indonésie est devenue le 24^e producteur mondial de pétrole, avec 1 % de la production mondiale. Depuis son pic enregistré en 1991, à environ 1,65 mbj, la production a été divisée par deux en raison notamment de la maturité des principaux champs pétrolifères et d'un manque d'investissement en exploration-production. Les principaux réservoirs de production (Minas et Duri), mis en exploitation respectivement en 1952 et 1955, connaissent une déplétion accélérée. De leur côté, les consommations de pétrole brut et de produits pétroliers ont enregistré une accélération marquée depuis le tournant des années 2000 (+ 40 % depuis 2000 pour le pétrole brut notamment), conduisant le pays à devenir importateur net de pétrole dès la fin de l'année 2003. Les importations de produits pétroliers ont connu une hausse de près de 6 % par an depuis 2009, contribuant également à alourdir la facture pétrolière du pays.

Dès lors, comment comprendre cette volonté de l'Indonésie de réintégrer l'OPEP ?

Entrée en 1962 dans l'OPEP, l'Indonésie a enregistré une progression marquée de son poids entre 1965 et 1981, sa part dans la production globale du cartel passant de 3,5 % à près de 7,3 %. Aujourd'hui, avec 0,85 mbj, l'Indonésie se retrouve dans le peloton de queue de la hiérarchie des producteurs du cartel, au même rang que l'Equateur (0,55 mbj), le Qatar (0,67 mbj) et la Lybie (0,4 mbj), loin derrière les poids lourds de l'Organisation, Arabie Saoudite en tête. Avec 0,2 % des réserves de pétrole mondiales et à peine 0,3 % des réserves totales de l'OPEP en 2014, et une production en baisse de 3,5 % entre 2014 et 2013, l'Indonésie ne peut espérer peser sur la politique des autres pays membres. En 20 ans, le poids de ses seules réserves dans l'organisation a été divisé par deux !

Pour l'Indonésie, le retour dans l'OPEP est synonyme d'un accès direct aux plus grands pays exportateurs mondiaux, parmi lesquels l'Arabie Saoudite qui répond à près de 26 % de ses besoins. Le Nigeria (15 %), les Emirats arabes unis (5 %), le Qatar (4 %), l'Angola (4 %) complètent le paysage des principaux fournisseurs du pays en 2014. L'Indonésie pourrait ainsi assurer, au meilleur prix, une part importante de la composante pétrolière de sa sécurité énergétique. L'objectif de l'Indonésie est également d'attirer de potentiels investisseurs sur son territoire. Sa compagnie nationale, Pertamina, n'a pas encore les capacités technologiques, financières et humaines pour réinventer le modèle pétrolier indonésien. Certains pays membres de l'OPEP, au premier rang desquels l'Arabie Saoudite, pourraient ainsi faciliter la renaissance du secteur. Début novembre 2015, les deux pays annonçaient un investissement dans une unité de raffinage d'environ 300 000 barils par jour. Ce premier contrat pourrait en préfigurer d'autres, notamment dans le secteur de l'amont pétrolier que le gouvernement indonésien cherche à redynamiser depuis l'application de la loi sur les hydrocarbures particulièrement désincitative votée en 2001. Le retour de l'Indonésie au sein de l'OPEP peut ainsi constituer une nouvelle ouverture aux investissements des pays membres du cartel dans l'amont ou l'aval pétrolier en Indonésie.

Quels objectifs pour les pays membres de l'OPEP ?

La réintégration de l'Indonésie redonnerait à l'OPEP une production globale de 37,7 mbj, soit environ 42 % de la production mondiale de pétrole, contre 41 % aujourd'hui. N'étant plus un pays exportateur, l'Indonésie ne pourra concurrencer les autres pays membres sur leurs marchés traditionnels, un facteur qui permet de comprendre la faible opposition au retour de ce pays dans le cartel. Pourtant, à y regarder de près, quel peut être l'intérêt de pays comme l'Iran, le Nigeria ou le Venezuela à accepter la réintégration d'un pays souhaitant profiter du réseau OPEP pour assurer sa sécurité énergétique à moindre coût ? La réponse se trouve sûrement dans les perspectives énergétiques qu'offrent à la fois l'Indonésie et les autres pays de l'ASEAN^[2] dans les années à venir.

En effet, selon l'AIE (Southeast Asia Energy Outlook, 2015), la demande d'énergie primaire des

pays de l'ASEAN a enregistré une croissance de près de 50 % entre 2000 et 2013 et progresserait de près de 80 % entre 2013 et 2040. L'Indonésie, poids lourds de la zone, devrait pour sa part connaître une croissance économique annuelle d'environ 4,9 % d'ici 2040 (FMI, 2015), une croissance de sa population d'environ 0,8 % par an (ONU, 2013) portant sa population à 311 millions d'habitants en 2040, et une hausse de son PIB par tête d'environ 4 % (contre 3,7 % pour les pays de l'ASEAN et 1,6 % pour les pays de l'OCDE). Avec un taux d'urbanisation de 67 % en 2040, contre 53 % en 2013, l'Indonésie subirait ainsi un bouleversement économique majeur qui toucherait tous les secteurs économiques et plus particulièrement son secteur énergétique. En hausse de 43 % entre 2003 et 2013, la consommation d'énergie primaire augmenterait d'environ 2,5 % l'an jusqu'en 2035, avec notamment une croissance annuelle de sa consommation de pétrole de plus de 1,1 %, à plus de 2,1 mbj en 2035.

Plus grand consommateur d'énergie de l'Asie du Sud-Est (près de 36 % de la consommation d'énergie primaire de la région), l'Indonésie pourrait également être une véritable tête de pont pour les nouveaux marchés des pays membres de l'OPEP. En effet, pour les seuls chiffres de croissance de la consommation pétrolière, la Thaïlande, avec une croissance de + 1,9 % par an jusqu'en 2035, les Philippines (+3,4 %) ou la Malaisie (+1,6 %) constituent de futurs marchés potentiels pour l'ensemble des pays membres. L'ASEAN dans sa globalité devrait enregistrer une hausse marquée de sa dépendance pétrolière ! Estimée à environ 57 % en 2013, elle pourrait atteindre près de 79 % en 2040, soit un volume net d'importations de plus de 6,7 mbj de pétrole. Une véritable aubaine pour les pays de l'OPEP : réintégrer l'Indonésie, c'est peut-être aussi s'offrir une porte d'entrée vers de nouveaux marchés porteurs ! Le poids de l'Indonésie dans l'ASEAN et son besoin de leadership institutionnel sont autant d'ingrédients qui ouvrent de belles perspectives pour des relations OPEP-ASEAN.

Enfin, un dernier facteur doit être pris en compte : le rôle géostratégique de l'Indonésie dans les flux pétroliers. En effet, réinstitutionnaliser sa relation avec l'Indonésie peut aussi apparaître pour l'OPEP comme l'occasion de sécuriser l'ensemble des flux pétroliers vers l'Asie à travers le détroit de Malacca. Ce dernier, géré par l'Indonésie, la Malaisie et Singapour, relie l'Océan Indien, la mer de Chine du Sud et l'Océan Pacifique. Véritable carrefour stratégique entre le Golfe Persique et les principaux pays consommateurs d'Asie (Chine, Japon, Corée du Sud), il voit transiter environ 15,2 mbj, soit près de 30 % des flux pétroliers mondiaux.

Une nouvelle OPEP ?

Au final, le retour de l'Indonésie dans l'OPEP n'est pas un simple signal économique ou politique : c'est, pour l'Indonésie, l'assurance de l'accès à un réseau de pays exportateurs de pétrole et, pour les pays membres de l'Organisation, un pari économique sur l'avenir énergétique d'une région. Les facteurs sont diverses : économiques, géopolitiques, géostratégiques... Derrière ce retour se cache peut-être également un changement beaucoup plus structurel du cartel des pays producteurs : à terme, plus qu'une organisation de pays exportateurs, l'OPEP risque de ressembler de plus en plus à un grand forum international du pétrole, une Agence internationale de l'énergie des pays du sud en quelque sorte !

[1] L'OPEP a été créée, en septembre 1960, à Bagdad, par l'Arabie Saoudite, l'Iran, l'Irak, le Koweït et le Venezuela. Au 1er janvier 2016, l'Organisation comptera 13 membres : les 5 membres fondateurs auxquels se sont ajoutés le Qatar (1961), l'Indonésie (1962-2005, 2016-), la Lybie (1962), les Emirats arabes unis (1967), l'Algérie (1969), le Nigeria (1971), l'Equateur (1973-1992, 2007-) et l'Angola (2007). Le Gabon, qui avait rejoint l'OPEP en 1975, a quitté l'Organisation en 1995.

[2] L'ASEAN (Association of South East Asian Nations), ou en français, ANASE (Association des Nations d'Asie du Sud-Est) a été créée en 1967. Elle comprend désormais 10 pays (par ordre chronologique d'adhésion) : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Brunei, Vietnam, Laos, Birmanie, Cambodge.